
Perspectives économiques

2025-2026

Perspectives économiques 2025–2026

Publié par :

Ministère des Finances et du Conseil du Trésor
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Le mardi 18 mars 2025

Couverture :

Bureau du Conseil exécutif, Communications gouvernementales
(n°24-01745)

Traduction :

Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

Imprimerie et reliure :

Services d'imprimerie, Service Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-4204-0 (édition bilingue imprimée)

ISBN 978-1-4605-4206-4 (PDF : édition en français)

Imprimé au Nouveau-Brunswick

Nota : Sauf indication contraire, le présent document reflète les données disponibles jusqu'au 28 février 2025 inclusivement.

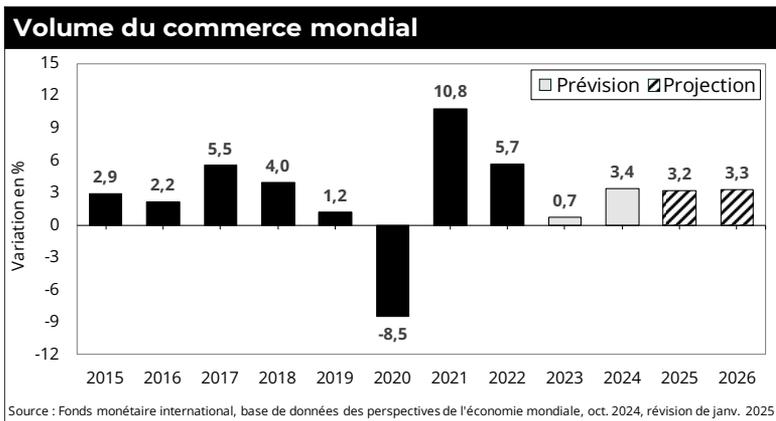
Note aux lecteurs

Les prévisions des présentes perspectives économiques reflètent le risque de ralentissement posé par l'incertitude liée aux droits de douane potentiels. Les hypothèses se limitent aux répercussions liées à la menace de droits de douane et à la mesure dans laquelle ils peuvent influencer la croissance du Nouveau-Brunswick. Aux fins de ces prévisions, l'effet de la mise en œuvre complète des droits de douane et des contre-mesures canadiennes potentielles sur les dimensions économiques n'est pas pris en compte. Les répercussions dépendront de la durée, du calendrier et de la portée des mesures, qui sont encore incertains.

Les effets des droits de douane supplémentaires continueront d'être surveillés, car ils auront une incidence directe sur le Nouveau-Brunswick en réduisant le commerce international et en ralentissant l'activité économique. Les effets directs se feront davantage sentir dans les secteurs exposés aux échanges commerciaux, comme l'industrie manufacturière, et des répercussions indirectes supplémentaires seront réparties sur l'ensemble de l'économie.

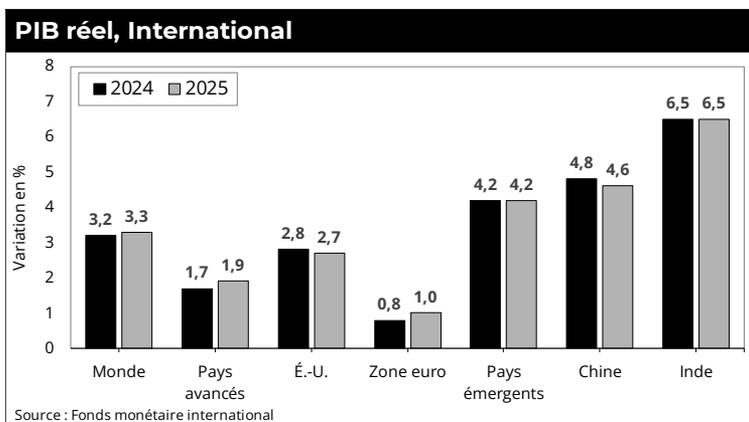
Économie mondiale

- Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance mondiale de 3,3 % pour 2025, soit une augmentation de 0,1 point de pourcentage par rapport aux prévisions pour 2024. La croissance prévue est stimulée par une demande plus forte que ce qui était projeté aux États-Unis, qui est largement compensée par des attentes plus faibles en Asie et dans la zone euro. Avec le ralentissement de l'inflation et l'effet modérateur des perturbations causées par la pandémie et la guerre en Ukraine, la croissance mondiale devrait rester inférieure à la moyenne de 3,7 % de la période 2000-2019, alors que les économies affichent des trajectoires de reprise divergentes.
- La croissance du commerce mondial devrait atteindre 3,2 % en 2025, soit une baisse par rapport à 3,4 % en 2024. Les tensions géopolitiques et l'incertitude accrue en matière de politique commerciale devraient exercer une pression sur le commerce mondial.



- Les États-Unis devraient connaître une croissance de 2,7 % en 2025, soutenue par une demande solide, tandis que la forte croissance des revenus du travail et les gains du patrimoine provenant de l'augmentation de la valeur des fonds propres continuent de soutenir les dépenses de consommation.
- Le marché du travail américain est équilibré et semble s'être stabilisé après une période de ralentissement, avec un taux de chômage prévu de 4,3 % en 2025. La vigueur du marché du travail devrait soutenir la croissance du revenu personnel des consommateurs.

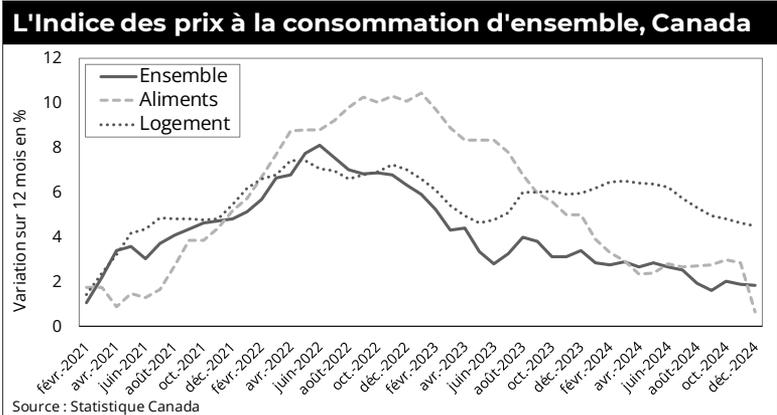
- Les mises en chantier de logements aux États-Unis ont diminué en 2024, les perspectives de croissance pour 2025 étant limitées par des taux d'intérêt élevés, des coûts élevés des matériaux, des prix de l'immobilier plus élevés que jamais et des perturbations climatiques récentes.
- En 2025, la croissance devrait se maintenir à 4,2 % dans les pays émergents et pays en développement, tandis qu'elle devrait s'accroître dans les pays avancés pour s'établir à 1,9 %.



- La croissance dans les pays émergents et pays en développement d'Europe devrait ralentir pour s'établir à 2,2 % en 2025. Malgré un rebond de la consommation, la croissance de la région devrait être freinée par des coûts énergétiques toujours élevés, la faiblesse des exportations de produits manufacturés et de biens, et l'incertitude politique.
- La croissance de la Chine devrait ralentir à 4,6 % en 2025, les gains à l'exportation compensant partiellement le ralentissement de la consommation. L'Inde devrait connaître une croissance de 6,5 % en 2025, alors que la demande post-pandémique s'affaiblit et qu'un ralentissement de l'activité industrielle freine la dynamique économique.
- La résilience des principales économies stimule la croissance mondiale, grâce à des politiques monétaires efficaces qui ont pour effet d'ancrer les attentes d'inflation et d'atténuer les répercussions sur l'emploi et l'activité. Toutefois, parmi les risques pesant sur la croissance mondiale, on compte une incertitude politique accrue avec les gouvernements nouvellement élus, des niveaux d'endettement élevés et des tensions géopolitiques.

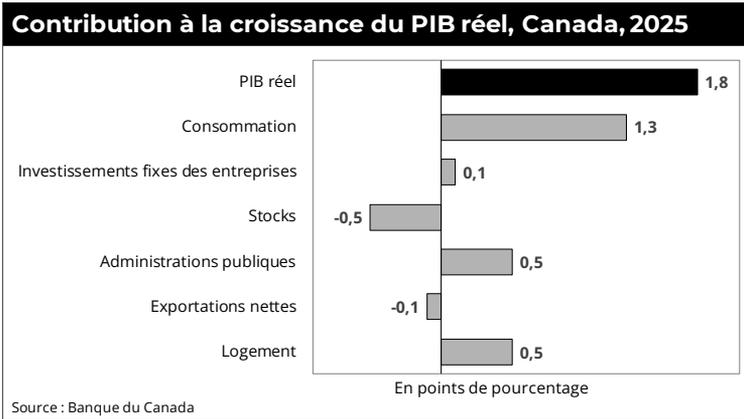
Économie canadienne

- Selon les dernières perspectives économiques de la Banque du Canada, la croissance économique canadienne devrait passer de 1,3 % en 2024 à 1,8 % en 2025. Bien que les prévisions de la Banque du Canada ne prennent pas en compte les nouveaux droits de douane américains, elles reconnaissent que cette menace influence déjà les marchés financiers et les décisions des entreprises. Ce rendement est attribuable au niveau élevé des dépenses des ménages et des entreprises, stimulées par la baisse des taux d'intérêt. Même si l'activité économique devrait s'accélérer, le ralentissement de la croissance démographique la limitera.
- La croissance de la population active de 3,0 % a dépassé celle des gains d'emploi de 1,9 % en 2024, entraînant une hausse du taux de chômage à 6,3 %, par rapport à 5,4 % l'année précédente. La croissance des salaires reste élevée, avec une hausse de 5,9 % par rapport à 2023.



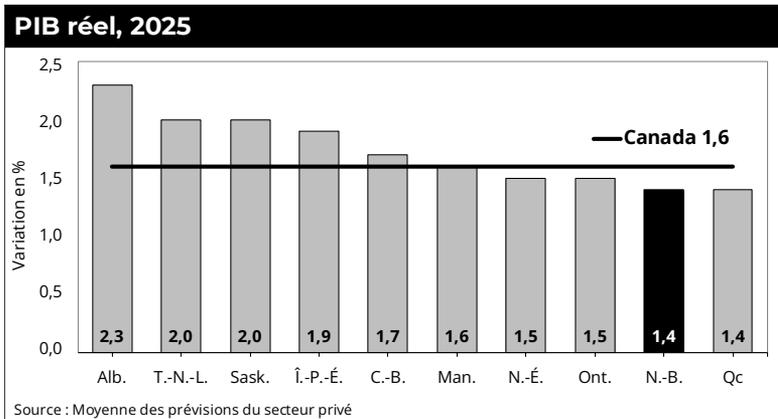
- L'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 2,4 % en 2024 en moyenne annuelle, une baisse par rapport à 3,9 % en 2023, atteignant son taux le plus bas depuis 2020. Une croissance des prix a été observée dans tous les secteurs principaux, sauf deux, les vêtements et les chaussures (-3,2 %) et les dépenses courantes, ameublement et équipement du ménage (-1,0 %). Les composantes ayant connu les hausses les plus importantes ont été le logement (+5,7 %), les soins de santé et les soins personnels (+3,2 %) et les boissons alcoolisées, les produits du tabac et le cannabis récréatif (+3,0 %).

- La Banque du Canada a commencé à réduire ses taux au milieu de 2024, abaissant graduellement son taux directeur de 5,00 % pour l'établir à 3,00 % en janvier 2025. L'assouplissement de la politique monétaire devrait contribuer à l'augmentation de l'activité économique en stimulant les dépenses des ménages et des entreprises.
- La croissance de la consommation par habitant devrait augmenter et s'établir en moyenne autour de 1,0 % en 2025, en raison de baisses des taux d'intérêt, de la forte hausse du revenu disponible et de l'augmentation du patrimoine des ménages grâce à la hausse des prix de l'immobilier.



- La contribution de la consommation au produit intérieur brut (PIB) devrait s'établir à 1,1 point de pourcentage en 2024 et augmenter à 1,3 point de pourcentage en 2025. Bien que la consommation soit soutenue par une forte croissance des revenus des ménages, elle devrait ralentir en 2026, car les politiques fédérales d'immigration limitent la croissance de la population.
- L'activité immobilière devrait se renforcer en 2025, en raison de la baisse des taux hypothécaires et des demandes qui s'accumulent. Toutefois, on peut s'attendre à ce que les gains diminuent à mesure que la croissance démographique ralentit et que les niveaux de construction locative ralentissent par rapport aux niveaux historiquement élevés. Le logement devrait contribuer à hauteur de 0,5 point de pourcentage au PIB.

- L'investissement des entreprises devrait augmenter en 2025, portant sa contribution à la croissance annuelle moyenne du PIB à 0,1 point de pourcentage, par rapport à -0,1 en 2024. La croissance est soutenue par une forte demande et des taux d'intérêt en baisse, bien que partiellement compensée par l'incertitude liée au commerce qui entrave les plans d'investissement des entreprises.
- Les exportations nettes devraient contribuer à hauteur de -0,1 point de pourcentage à la croissance du PIB; elles sont largement stimulées par les nouvelles capacités de transport de pétrole et de gaz, et les importations augmentent en fonction de la demande intérieure.
- Selon le consensus parmi les prévisionnistes du secteur privé, l'emploi au Canada augmentera de 1,2 % et le taux de chômage augmentera pour atteindre 6,7 % en 2025.
- Certains prévisionnistes du secteur privé ont commencé à intégrer une incidence négative modeste dans leurs projections provinciales, ce qui reflète une incertitude accrue concernant la politique commerciale américaine et un ralentissement de la croissance démographique, en plus de suggérer une croissance plus lente en 2025.



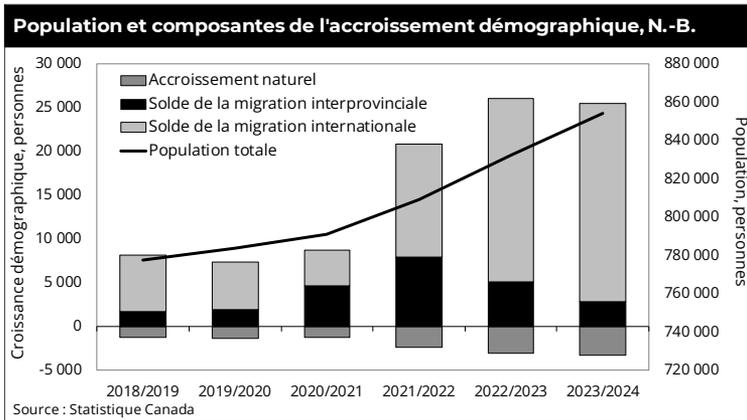
- En règle générale, les prévisions ne reflètent pas encore l'incidence potentielle des droits de douane et des contre-mesures.

Comparaison des taux de croissance¹ de 2023 à 2024			
(au 28 février 2025)		N.-B.	Canada
Population et travail	Population totale (1 ^{er} juillet)	2,7	3,0
	Population active	3,5	3,0
	Emploi	2,9	1,9
	Taux de chômage (%)	7,0	6,3
	Taux d'activité (%)	60,6	65,5
	Salaires et traitements	6,5	5,9
Consommateurs et logement	Commerce de détail	3,2	1,3
	Indice des prix à la consommation	2,2	2,4
	Mises en chantier	35,7	2,0
Entreprises	Ventes des fabricants	1,5	-2,1
	Exportations internationales	3,2	1,1
	Permis de bâtir	17,2	7,8

¹Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.
Source : Statistique Canada

Économie du Nouveau-Brunswick

- Le ministère des Finances et du Conseil du Trésor estime que le PIB réel a augmenté de 1,5 % en 2024, ce qui est comparable au dernier consensus parmi les prévisionnistes du secteur privé, soit 1,3 %.
- La croissance économique du Nouveau-Brunswick en 2024 a été soutenue par la croissance démographique, un nombre historiquement élevé de mises en chantier de logements et de solides niveaux d'emploi. L'augmentation des revenus, des dépenses des ménages, des investissements dans la construction de bâtiments et des ventes au détail a également contribué à cette croissance. Les ventes des fabricants et les exportations ont retrouvé une croissance positive après avoir connu des baisses l'année précédente.
- La population du Nouveau-Brunswick a augmenté de 2,7 %, atteignant 854 355 personnes au 1^{er} juillet 2024. Il s'agit de la troisième année consécutive de croissance supérieure à 2,0 %. L'augmentation est principalement attribuable à la migration internationale, tandis que la migration interprovinciale nette a connu une croissance plus lente. Au cours du trimestre se terminant en septembre 2024, la migration interprovinciale nette est devenue négative, marquant la première baisse depuis le trimestre se terminant en décembre 2019.

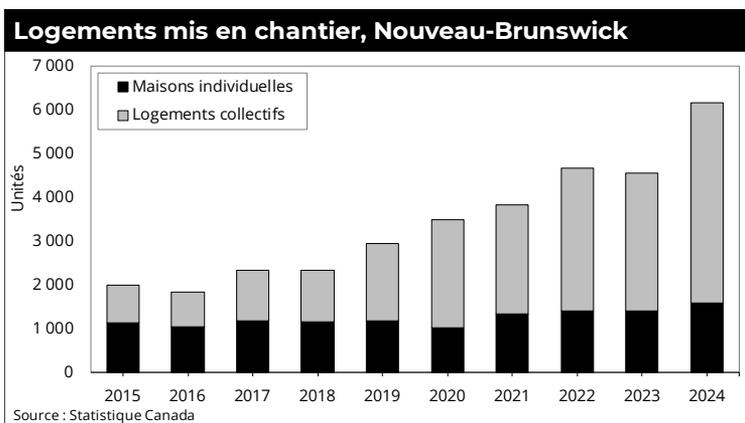


- L'emploi a atteint un niveau record de 400 000 postes en 2024, soit une augmentation de 2,9 % par rapport à l'année précédente. L'emploi à temps plein a augmenté de 1,6 %, ajoutant 5 400 postes, tandis que l'emploi à temps partiel a augmenté de 10,6 %, ajoutant 5 900 postes.
- Le taux de chômage a atteint 7,0 % en 2024, soit le deuxième taux le plus bas jamais enregistré depuis 1976. Cela est dû à une augmentation annuelle de 3,5 % de la population active, supérieure à celle de l'emploi.
- Le taux de postes vacants s'est établi à 3,1 % depuis le début de l'année jusqu'au troisième trimestre 2024, en baisse par rapport à 3,9 % pour la même période en 2023. Les postes vacants ont augmenté dans les services d'enseignement (+43,1 %), dans les administrations publiques (+27,6 %), dans les autres services (sauf les administrations publiques) (+2,7 %) et dans les soins de santé et l'assistance sociale (+1,7 %).
- Les salaires et traitements au Nouveau-Brunswick ont augmenté de 6,5 % en 2024, grâce à des gains hebdomadaires moyens plus élevés et à de solides gains d'emploi. Les dépenses des ménages en 2024 ont été soutenues par la croissance démographique, ainsi que par la hausse de l'emploi et des revenus.
- La baisse des taux d'intérêt et la demande étrangère plus forte, stimulées par une activité économique accrue aux États-Unis, ont contribué à une augmentation de 3,2 % des exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick en 2024, atteignant 17,4 milliards de dollars. Les importations ont également augmenté de 7,1 % au cours de la même période, stimulées par les produits énergétiques.

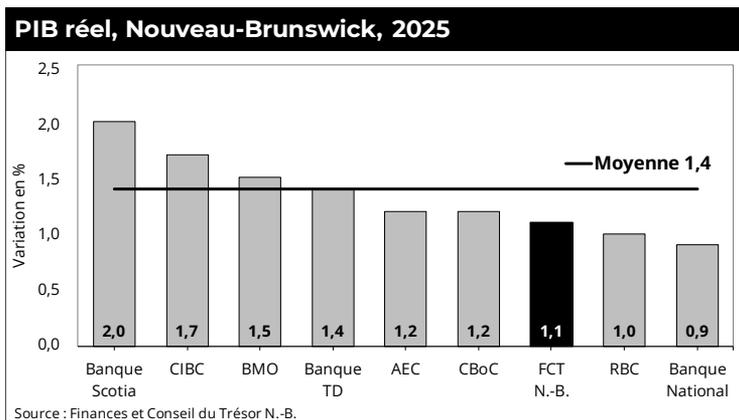


- Après une baisse notable l'année précédente, les ventes des fabricants au Nouveau-Brunswick ont augmenté de 1,5 % en 2024, atteignant 24,3 milliards de dollars. Cette croissance a été renforcée par une hausse de 2,0 % des ventes des industries de biens non durables, partiellement compensée par une baisse de 0,7 % des ventes des industries de biens durables. Une hausse importante a été observée dans la préparation et le conditionnement de poissons et de fruits de mer, qui ont augmenté de 25,8 % pour atteindre 1,6 milliard de dollars de ventes.
- L'investissement en construction de bâtiments a augmenté de 22,1 % en 2024, pour un total de 4,4 milliards de dollars. Cette augmentation est attribuable aux gains enregistrés dans le secteur résidentiel, en hausse de 22,4 % à 3,3 milliards de dollars, et dans le secteur non résidentiel, en hausse de 21,2 % à 1,1 milliard de dollars.
- La croissance de l'IPC au Nouveau-Brunswick a ralenti, passant de 3,6 % au cours de l'année précédente à 2,2 % en 2024. Cela reflète l'incidence continue des hausses agressives des taux d'intérêt de la Banque du Canada au cours des deux années précédentes, même si ces politiques ont commencé à être inversées au cours du second semestre de 2024. Parmi les huit composantes principales, le logement a été le seul à accélérer, passant de 4,5 % en 2023 à 5,5 % en 2024, soit la plus forte augmentation parmi toutes les composantes. Le ralentissement le plus marqué a eu lieu dans le secteur des vêtements et des chaussures, qui est passé d'une croissance de 2,6 % en 2023 à une baisse de 3,8 % en 2024, suivi des aliments, qui ont ralenti de 8,0 % à 3,3 %.

- En 2024, le revenu disponible des ménages a connu une bonne croissance, soutenue en grande partie par une augmentation importante des salaires et traitements. Les transferts ont également augmenté en 2024, les bénéficiaires du RPC ayant augmenté de 5,9 % et ceux de l'assurance-emploi de 2,1 %.
- Stimulées par la croissance de la population et de l'emploi, ainsi que par le revenu disponible des ménages plus élevé, les ventes au détail ont augmenté de 3,2 % pour atteindre 17,8 milliards de dollars en 2024. Des augmentations importantes ont été observées chez les détaillants de vêtements, d'accessoires vestimentaires, de chaussures, bijouteries, bagages et de maroquinerie (+7,5 %), les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles (+7,0 %) et les détaillants de marchandises diverses (+5,8 %).
- En 2024, les ventes résidentielles dans la province se sont élevées à 9 460 unités, ce qui représente une augmentation de 4,2 % par rapport à 2023, en partie en raison de la croissance continue de la population et de l'augmentation du nombre de mises en chantier. Les prix des logements ont augmenté de 9,6 % en 2024.
- Le Nouveau-Brunswick a enregistré 6 169 mises en chantier de logements en 2024, soit le niveau le plus élevé depuis 1976 et une augmentation de 35,7 % par rapport à 2023. Cette croissance est principalement attribuable à une hausse de 45,9 % de la construction de logements collectifs, tandis que les maisons individuelles ont connu une augmentation plus modeste de 12,7 %.



- En 2025, le ministère des Finances et du Conseil du Trésor prévoit une croissance du PIB réel de 1,1 %, car un ralentissement de la croissance démographique et l'incertitude commerciale compensent les effets de la diminution des taux d'intérêt. En comparaison, les prévisionnistes du secteur privé entendent en moyenne une croissance de 1,4 %.



- La population du Nouveau-Brunswick devrait augmenter de 0,9 % en 2025, ce qui représente un ralentissement par rapport aux taux de croissance annuels récents. Ce ralentissement est dû à la fois à une baisse de la migration internationale nette et à un affaiblissement de la migration interprovinciale. Les politiques fédérales en matière d'immigration devraient réduire le flux de nouveaux immigrants, tandis que la migration interprovinciale nette devrait également ralentir après des années de fortes hausses.
- Après quatre années consécutives de forte augmentation du nombre d'emplois, la croissance de l'emploi devrait ralentir pour s'établir à 1,0 % en 2025. Avec une croissance démographique plus faible prévue, la croissance de la population active devrait ralentir. L'incertitude accrue et le risque de droits de douane pourraient perturber la demande de main-d'œuvre dans des secteurs clés.
- La croissance des salaires et traitements devrait ralentir en 2025, en raison du ralentissement de la croissance de l'emploi. Le revenu primaire des ménages devrait augmenter de 3,8 % en 2025.
- La croissance de l'emploi et des revenus devrait ralentir, mais les dépenses de consommation des ménages devraient augmenter de 4,1 % en 2025, car la baisse des taux d'intérêt stimulera les dépenses.

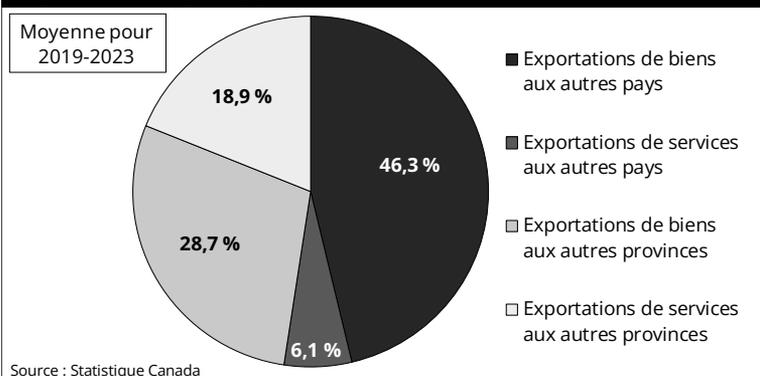
- La croissance des investissements devrait faiblir en 2025, en raison de l'incertitude accrue causée par la menace des droits de douane américains, en particulier dans les secteurs exposés au commerce. Malgré l'incertitude, la baisse des taux d'intérêt et l'augmentation des dépenses d'investissement du secteur public soutiendront l'investissement.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick, Taux de croissance¹ de 2022 à 2029						
Comptes économiques*	2022	2023	2024	2025	2026	2027-2029
Produit intérieur brut (PIB)	10,4	3,2	3,9	3,2	2,7	2,6
Dépenses de consommation finale des ménages	9,3	6,6	4,2	4,1	3,0	3,2
Formation brute de capital fixe	17,8	0,7	9,2	3,5	2,5	3,0
PIB (réel)	2,0	1,6	1,5	1,1	1,3	1,5
Revenus*						
Revenu primaire des ménages	10,1	6,5	6,2	3,8	3,4	3,5
Revenu disponible des ménages	4,3	6,9	6,5	4,1	3,3	3,4
Population et travail**						
Population totale (1 ^{er} juillet)	2,3	2,8	2,7	0,9	0,5	0,6
Population active	0,7	2,8	3,5	1,2	0,6	0,7
Emploi	3,0	3,5	2,9	1,0	0,7	0,8
Taux de chômage (%)	7,2	6,6	7,0	7,3	7,2	7,1
Taux d'activité (%)	60,5	60,4	60,6	60,8	60,8	60,7
Autre**						
Commerce de détail	7,8	4,8	3,2	3,5	2,8	3,0
Indice des prix à la consommation	7,3	3,6	2,2	1,8	2,0	2,0
Mises en chantier	22,2	-2,8	35,7	-5,5	-6,8	-0,5
<small>¹Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire. Sources : Statistique Canada et Finances et Conseil du Trésor N.-B. *2024–2029 **2025–2029.</small>						

- L'activité de revente de logements au Nouveau-Brunswick devrait augmenter en 2025, en grande partie en raison de l'effet de la baisse des taux d'intérêt. Les mises en chantier de logements devraient légèrement diminuer en 2025, le secteur de la construction s'efforçant de terminer le nombre élevé de mises en chantier de logements en 2024.
- L'inflation au Nouveau-Brunswick devrait baisser à 1,8 % en 2025. Le congé de TPS/TVH contribuera à une légère baisse de l'inflation moyenne annuelle en 2025. La croissance des prix du logement et des aliments s'atténue, mais reste élevée par rapport aux autres catégories.
- Le secteur forestier du Nouveau-Brunswick fait face à des coûts élevés et à des hausses de droits de douane anticipées, et devrait ralentir en conséquence. Toutefois, la hausse des prix du bois d'œuvre et la faiblesse du dollar canadien pourraient contribuer à atténuer le ralentissement de l'activité.

- Le secteur touristique du Nouveau-Brunswick devrait connaître une année de croissance constante en 2025. Bien que le nombre de visiteurs internationaux demeure inférieur aux niveaux de 2019, un dollar canadien plus faible pourrait encourager davantage de touristes américains à visiter le pays, tout en incitant les Canadiens à envisager des voyages intérieurs plutôt que des vacances aux États-Unis.
- L'activité dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture devrait être touchée par une baisse des volumes découlant de la diminution des quotas de crabe des neiges et de homard. Le secteur anticipe également l'incidence négative des droits de douane américains, qui entraîneraient une baisse des prix. Les produits susceptibles d'être détournés vers d'autres marchés mondiaux feraient probablement encore face à des prix plus bas en raison d'une offre excédentaire.
- Le secteur manufacturier du Nouveau-Brunswick devrait connaître des difficultés sous la menace des droits de douane américains, car l'incertitude devrait entraver les investissements prévus dans le secteur.
- Les exportations du Nouveau-Brunswick devraient être touchées négativement par d'éventuels droits de douane américains, puisque plus de 90 % des exportations internationales de biens de la province sont destinées aux États-Unis. Toutefois, l'incidence est atténuée par le fait que les exportations internationales de biens représentent moins de la moitié des exportations totales, le commerce interprovincial et les exportations de services représentant 53,7 %. L'exploitation de ces canaux et la recherche d'autres marchés d'exportation mondiaux pourraient atténuer certaines des répercussions économiques.

Exportations par type et destination, Nouveau-Brunswick



- Les projets d'avenir qui pourraient se concrétiser à moyen terme et stimuler l'activité sont principalement de nature énergétique, notamment une nouvelle installation de production d'électricité alimentée au gaz naturel à Scoudouc, diverses installations de parcs éoliens et le projet de réfection du barrage de Mactaquac. D'autres projets notables comprennent des investissements dans le secteur forestier, la modernisation de l'usine de pâtes et papiers d'Irving, une nouvelle installation médicale pour les détenus du pénitencier de Dorchester et une nouvelle installation d'entreposage frigorifique au port de Saint John.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick

Indicateurs annuels du Nouveau-Brunswick (au 28 février 2025)							
Indicateurs	2021	2022	2023	2024	Variation en %		
					2021-2022	2022-2023	2023-2024
Travail							
Population 15 ans et plus (x 1 000)	654,4	669,0	688,7	710,2	2,2	2,9	3,1
Population active (x 1 000).....	401,8	404,7	415,9	430,3	0,7	2,8	3,5
Emploi (x 1 000).....	364,6	375,6	388,6	400,0	3,0	3,5	2,9
À temps plein (x 1 000).....	309,2	322,9	332,7	338,1	4,4	3,0	1,6
À temps partiel (x 1 000).....	55,4	52,7	55,9	61,8	-4,9	6,1	10,6
Secteur de la production de biens (x 1 000).....	72,1	75,8	77,1	81,0	5,1	1,7	5,1
Secteur des services (x 1 000).....	292,6	299,8	311,5	319,0	2,5	3,9	2,4
Chômage (x 1 000).....	37,2	29,1	27,3	30,3	-21,8	-6,2	11,0
Taux de chômage (%).....	9,3	7,2	6,6	7,0	...	...	...
Taux d'activité (%).....	61,4	60,5	60,4	60,6	...	...	...
Taux d'emploi (%).....	55,7	56,1	56,4	56,3	...	...	...
Rémunération hebdomadaire moyenne (\$)	1 008,88	1 066,65	1 104,22	1 144,98	5,7	3,5	3,7
Salaires et traitements (M\$).....	17 854,9	19 793,4	21 062,4	22 438,8	10,9	6,4	6,5
Prestataires d'assurance emploi.....	65 486	43 477	35 798	36 566	-33,6	-17,7	2,1
Consommateurs							
Commerce de détail (M\$).....	15 308,7	16 500,2	17 285,4	17 830,0	7,8	4,8	3,2
Ventes de véhicules automobiles neufs (unités).....	37 835	34 571	37 818	44 077	-8,6	9,4	16,6
Ventes de véhicules automobiles neufs (M\$).....	1 683,8	1 700,0	1 990,0	2 382,6	1,0	17,1	19,7
Services de restauration et débits de boissons (M\$)...	1 200,9	1 382,3	1 533,1	1 623,0	15,1	10,9	5,9
Indice des prix à la consommation (2002=100).....	141,8	152,1	157,5	161,0	7,3	3,6	2,2
Logement							
Mises en chantier (unités).....	3 829	4 680	4 547	6 169	22,2	-2,8	35,7
Permis de bâtir résidentiels (M\$).....	1 022,8	1 204,9	1 178,1	1 258,7	17,8	-2,2	6,8
Ventes résidentielles MLS® (unités).....	13 201	10 514	9 079	9 460	-20,4	-13,6	4,2
Ventes résidentielles MLS® (prix moyen \$).....	246 536	289 805	297 495	326 100	17,6	2,7	9,6
Entreprises							
Ventes des fabricants (M\$).....	20 938,9	26 911,3	23 979,1	24 349,7	28,5	-10,9	1,5
Exportations internationales (M\$).....	14 829,2	18 802,3	16 900,9	17 448,5	26,8	-10,1	3,2
Permis de bâtir non résidentiels (M\$).....	394,7	518,3	618,7	846,4	31,3	19,4	36,8
Industriel et commercial (M\$).....	309,9	326,0	391,7	570,7	5,2	20,1	45,7
Institutionnel et gouvernemental (M\$).....	84,8	192,3	227,0	275,7	126,9	18,0	21,5
Commerce de gros (M\$).....	8 818,9	9 352,2	12 310,0	13 406,9	6,0	31,6	8,9
Recettes monétaires agricoles (M\$).....	943,2	1 103,6	1 140,5	1 166,4	17,0	3,3	2,3
Démographiques							
Population (1er juillet).....	790 802	809 264	832 190	854 355	2,3	2,8	2,7
Accroissement naturel (1er juillet au 30 juin).....	-2 386	-3 165	-3 362	...	...	...	...
Solde de la migration (1er juillet au 30 juin).....	20 848	26 091	25 527	...	...	...	...
... N'ayant pas lieu de figurer							
MLS® est une marque de commerce enregistrée de l'Association canadienne de l'immeuble							
Sources : Statistique Canada, l'Association canadienne de l'immeuble							